



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Paris, le 22 novembre 2018

**Tribune d'Agnès Pannier-Runacher,**  
**secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Économie et des Finances**

**La Tribune – Jeudi 22 novembre 2018**

**"Il n'y a pas de grande économie sans industrie puissante"**

**Contact presse :**

**Cabinet Agnès Pannier-Runacher : 01 53 18 44 38 - [presse.semef@cabinets.finances.gouv.fr](mailto:presse.semef@cabinets.finances.gouv.fr)**

Le temps est venu d'une nouvelle ère de conquête industrielle. Il n'y a plus de temps à perdre : la grandeur et la solidité d'une économie se mesurent à son industrie.

Il y a vingt ans, il était de bon ton de parler de l'avènement d'une société post-industrielle, des chefs d'entreprise vantaient les mérites du Fabless et la disparition de centaines de milliers d'emplois industriels apparaissait comme un mal nécessaire. Cette période a coûté cher à la France car perdre des usines, c'est perdre des décennies d'un savoir-faire accumulé, de génération en génération, au cœur des territoires. Et elle a montré qu'il est illusoire de croire qu'il est possible de devenir une économie de la connaissance sans se confronter à la fabrication, qui contient en elle-même une part de cette économie de la connaissance. Comme si le cœur et le cerveau d'un créateur pouvaient se passer de sa main, fût-elle numérique.

Fort heureusement, nous sommes revenus de cette vision. L'économiste Pierre Veltz a montré que la production industrielle française a continué à croître en dépit des restructurations. La réalité a démenti la chronique du déclin industriel annoncé. Contrairement à certains de ses voisins, comme le Royaume-Uni, la France n'a pas abandonné ses ambitions industrielles ; elle a même dans certains secteurs, dans certaines usines, mené des modernisations profondes que beaucoup ne soupçonnent pas. Ces transformations ont souvent été masquées par chacun des cas particuliers d'entreprises en difficulté et par notre responsabilité particulière vis-à-vis des salariés concernés et de leur famille. Mais l'industrie française a pris le virage de la modernisation. Les décisions prises par le gouvernement au cours de ces 16 derniers mois pour faciliter l'investissement, la création d'emplois et la croissance des entreprises portent de premiers résultats visibles. En 2017, le nombre de sites industriels créés a dépassé le nombre de sites fermés. Pour la première fois depuis 2000, l'industrie crée de l'emploi.

La France doit maintenant reprendre en mains son destin industriel. Elle doit se souvenir qu'un emploi industriel crée 4 à 5 emplois indirects. Elle doit reconnaître que les emplois industriels sont en moyenne plus durables et mieux payés que dans les services. Elle doit se réjouir que l'industrie n'a pas été la dernière à prendre le virage écologique et qu'elle en est le principal instrument. Elle doit se rappeler que 70% de nos sites industriels sont situés au cœur des territoires, en dehors des agglomérations : le Lot se flatte ainsi d'avoir 16% d'emplois industriels, soit un taux 25% plus élevé que la moyenne française ! La France n'a pas à rougir de son industrie, elle doit en être fière !

Nous devons désormais nous atteler aux défis de la transformation industrielle de la France. La modernisation de notre industrie se fait sous nos yeux, mais elle ne se fait pas au même rythme pour toutes les entreprises. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une modernisation à double vitesse. L'octroi d'un suramortissement pour l'investissement dans les machines de l'industrie du futur doit agir en 2019 comme un déclencheur pour la modernisation de l'appareil productif de toutes les entreprises.

Pour que la France devienne une pionnière, l'Etat s'engage aux côtés des entrepreneurs et des collectivités locales. Il contractualise avec dix-huit filières industrielles stratégiques pour initier des projets concrets avec les grandes et petites entreprises de chaque filière : des projets de R&D, la création de formations inter-entreprises pour accélérer l'accès aux 250 000 emplois industriels non pourvus (une absurdité dans un pays où le chômage représente plus de 9% de la population active !), des accélérateurs pour PME. L'Etat souhaite également venir en appui des collectivités – les régions au premier chef – dans 124 « territoires d'industrie », ces territoires souvent ruraux qui ont une histoire industrielle et qui

ont besoin de disposer des mêmes facilités que les grandes agglomérations pour se développer (du très haut débit, des formations « sur mesure », du portage de murs industriels, de l'ingénierie de projets...).

L'Etat veut faire infuser l'innovation aussi largement que possible dans les territoires français. L'innovation et la recherche d'aujourd'hui sont les emplois de demain. Elles sont notre première assurance pour garantir un avenir économique et industriel à nos enfants. Elles sont aussi, avec la réduction du coût du travail et la flexisécurité à la française, le meilleur moyen d'attirer durablement les investissements étrangers dans l'hexagone. La France peut devenir une des plateformes industrielles de référence en Europe.

Depuis le XVIIIème siècle, l'héritage de Saint-Simon nous souffle que la société repose sur l'industrie. Aujourd'hui, l'économie de la France s'écrit plus que jamais avec une grammaire industrielle. Le leadership de la France se mesure déjà à nos ambitions industrielles. Le temps d'une union sacrée industrielle est arrivé !